

TGRH SUJET D'ETUDE : LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

CHAPITRE PREMIER : LA NAISSANCE DE L'ETAT D'ISRAEL EN 1948 : UNE CREATION DIFFICILE

- I. Le **mouvement sioniste** naît au Congrès de Bâle en 1897
 - A. Théodore Herzl en est le fondateur (à l'occasion de l'affaire Dreyfus)
 - B. Les Sionistes prouvent rapidement leur efficacité : **des communautés agricoles juives viennent s'établir en Palestine qui appartenait alors à l'Empire Ottoman.**
 - C. Les Sionistes se heurtent cependant à trois difficultés
 - Le refus arabe : **dès 1920 des émeutes éclatent et les Arabes demandent l'arrêt de l'immigration juive. La Palestine est alors administrée par les Anglais sous mandat de la SDN depuis la fin de la Première Guerre mondiale et la défaite des Ottomans alliés des allemands.**
 - La volte face des britanniques en 1939 (ils décident de freiner l'immigration juive au moment où commence la persécution nazie en Europe)
 - Le nazisme domine l'Europe **et à partir de 1942, la Solution finale pratique une extermination massive des juifs d'Europe qui ne peuvent plus émigrer en Palestine.**
- II. La Seconde guerre mondiale crée des conditions nouvelles
 - A. Le choc du génocide : les **survivants ne peuvent plus imaginer vivre en Europe**
 - B. L'ONU décide le partage de la Palestine en deux Etats : **les Arabes le refusent, la Ligue arabe se constitue avec les pays voisins**

CHAPITRE II : LES GUERRES ISRAELO-ARABES ET LE SORT DES TERRITOIRES OCCUPES PAR ISRAEL DEPUIS 1948

I. 1948/1949 : La naissance de l'Etat d'Israël et la première guerre israélo-arabe

- A. Le plan de partage de l'ONU (voir carte) : **le 14 mai 1948, les Britanniques quittent la Palestine et David Ben Gourion, futur Premier ministre, proclame l'Indépendance de l'Etat d'Israël. Le 15 mai, les Etats arabes voisins (Egypte, Jordanie, Syrie, Liban et Irak) envahissent le nouvel Etat c'est la « première guerre israélo-arabe »**
- B. La guerre de 1948 : **la « nakba »** pour les palestiniens qui deviennent un peuple sans terre, une diaspora. **Israël agrandit son territoire. Les territoires non occupés par Israël sont annexés : Jérusalem est et la CisJordanie par la Jordanie, la bande de Gaza par l'Egypte.**

II. 1956 : La crise de Suez et la deuxième guerre israélo-arabe (c'est une victoire politique pour le président égyptien Nasser qui conserve le canal de Suez et devient un leader du monde arabe)

III. Juin 1967 : La guerre des 6 jours et la domination d'Israël sur la Palestine :

Israel mène une attaque éclair en 6 jours contre les aviations, clouées au sol des Egyptiens, Jordaniens et Syriens et multiplie par 4 la superficie de son territoire et occupe, le plateau du Golan, la CisJordanie et Jérusalem-est, la bande de Gaza et le désert du Sinaï. L'ONU exige par la **résolution 242** le retrait des forces israéliennes mais les israéliens refusent. Le flot des réfugiés palestiniens grossit au Liban et en Jordanie et beaucoup apprennent la lutte armée. Depuis 1964, ils sont représentés par un gouvernement en exil : **l'OLP (l'organisation de libération de la Palestine) dirigé par Yasser Arafat.**

IV. De la guerre du Kippour (oct 1973) aux accords de Camp David (sept 1978)

L'Egypte et la Syrie ont décidé d'attaquer Israël le jour de la fête du **Yom Kippour** pour récupérer les territoires occupés depuis 1967. Cela provoque **le premier choc pétrolier** et l'intervention des deux grandes puissances URSS et EU pour arriver à un cessez-le feu.

En septembre 1978, les accords de CAMP DAVID sont signés. Le **Président égyptien Anouar El Sadate** avait fait un voyage à Jérusalem et prononcé un discours de paix à la **Knesset**, parlement israélien). Israël

restitue le Sinaï à l'Égypte et le président Sadate sera assassiné en 1981 par un extrémiste arabe qui lui reproche sa démarche de paix. Certains palestiniens considèrent que le combat militaire ne pourra jamais être gagné contre **Tsahal** (la puissante armée israélienne) et recourent au terrorisme (prise d'otages, détournement d'avions et le **massacre de la délégation des athlètes israéliens aux JO de Munich en 1980**)

V. Juin 1982 : Israël envahit le sud Liban

Pour combattre les palestiniens réfugiés au Liban et en finir avec l'OLP. C'est l'opération « Paix en Galilée, marquée par les massacres dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila.

VI. 1987/1997 : **De la guerre des pierres (intifada)** au difficile chemin de la paix

C'est le soulèvement des palestiniens dans les territoires occupés contre l'armée israélienne.

A. **Décembre 1987** : le début de **l'Intifada** ou guerre des pierres et en **1988**, l'OLP renonce officiellement au terrorisme et reconnaît implicitement le droit à l'existence de l'Etat d'Israël.

B. **Juin 1992**, la victoire du parti travailliste aux élections législatives israéliennes offre une chance à la paix avec **le processus d'Oslo** en septembre 1992. Le nouveau premier ministre **Itzhak Rabin** déclare « *notre priorité c'est la paix* ». Le chemin du dialogue est ouvert et aboutit après plusieurs mois de négociations secrètes menées à Oslo en Norvège à la signature à Washington, sous l'égide du président américain **Bill Clinton**, aux « **accords de Washington** » le **13 septembre 1993** entre Y Rabin et Y Arafat. Ces accords prévoient l'autonomie de Gaza puis de la CisJordanie.

C. En dépit des attentats des extrémistes des deux camps, la paix franchit plusieurs étapes jusqu'en 1996 : l'autonomie de Gaza en mai 1994, la paix est signée entre Israël et la Jordanie. De plus, en janvier 1996, pour la première fois de leur histoire, les Palestiniens votent et élisent Yasser Arafat à la tête de **l'Autorité Palestinienne**.

D. **L'assassinat d'Yitzhak Rabin en nov 1995**, le retour des conservateurs du Likoud et le blocage du processus de paix. L'arrivée au pouvoir de la droite israélienne repoussent les négociations sur le statut définit de la Cisjordanie et la colonisation reprend ! La perspective d'un véritable Etat palestinien s'éloigne. **Le Hamas, mouvement islamiste palestinien** s'est constitué et continue l'affrontement armé et des attentats kamikazes se déroulent sur le territoire Israéliens. L'Etat décide de construire un mur de sécurité pour couper les palestiniens de l'accès à Israel.

VII. La situation en 2012

A. La construction du Mur et la colonisation des terres palestiniennes par Israël

La stratégie de construction du Mur entreprise il y a une dizaine d'années est un outil d'annexion d'une partie des territoires palestiniens avec un minimum d'habitants arabes. Le mur dépasse de 200 ou 300 km les frontières de 1967, s'étire sur 800km de long et 10 m de haut. Il est en béton en ville et constitué de barbelés et de lames de rasoirs en campagne. Il a permis à Israël de contrôler des réserves en terres et en eau, cruciales pour le pays. 83000 arbres ont pu être « intégrés » au territoire israélien, 35000 m de tuyaux d'irrigation, 11400 ares de terres agricoles, 31 puits qui fournissent 4,3 millions de m³ par an. L'essentiel de l'approvisionnement en eau provient des territoires palestiniens. Jérusalem est entourée par ce mur et le but est d'en faire une ville israélienne et une route de dérivation relie les colons entre eux, encercle et isole des villages palestiniens (67 villages et villes et 210 000 personnes au moins).

En outre, par les colonies, l'Etat Israélien s'est approprié plus de 65% des terres disponibles en CisJordanie et la colonisation n'a jamais cessé. Il y a environ aujourd'hui 500 000 colons, (10000 en plus pour la seule année 2009) souvent des russes récemment arrivés ou des religieux ultranationalistes représentés à la **Knesset** (parlement israélien) par le parti **Mafdal**, partisans du grand Israël (Eretz Israël). Les colonies sont reliées entre elles par 26 routes de contournement que seuls les israéliens ont le droit d'emprunter. Aujourd'hui plus de 1600 construction de logements ont été autorisés depuis mars 2010 en CisJordanie et à Jérusalem Est par le gouvernement de Benyamin Netanyahou. L'administration Obama elle-même semble impuissante même si elle a initié des négociations indirectes entre israéliens et palestiniens. Ce processus risque d'être vain puisque Israel a assumé ces provocations et ne fait aucune concession. L'Autorité palestinienne dirigée **par Mahmoud Abbas** dénonce ces décisions.

B. La victoire du Hamas à Gaza et les opérations militaires israéliennes (2009, 2012).

A Gaza, le mouvement islamiste radical du Hamas, proche du Hezbollah libanais soutenu par l'Iran, a gagné les élections en 2007 et a poursuivi des tirs de roquette sur les villages israéliens voisins. Les colonies israéliennes avaient été démantelées en 2005 à Gaza même. L'autorité palestinienne en Cisjordanie, issue du Fatah et héritière de Yasser Arafat ne contrôle plus la bande de Gaza et est en conflit avec le Hamas.

A l'hiver 2008/2009, Israël a lancé une opération militaire d'envergure pour décapiter le Hamas à Gaza. Les pertes civiles ont été énormes (1400 palestiniens et 13 israéliens) et le traumatisme international fort. Cette opération « plomb durci » a renforcé le grand isolement des gazaouis soumis à un blocus, d'autant que l'Égypte a décidé de construire une barrière métallique souterraine pour stopper « l'économie des tunnels » qui ravitaillait Gaza, clandestinement, par l'Égypte. La situation humanitaire s'aggrave à Gaza et des bateaux affrétés par différentes associations et ONG essayent d'accoster à Gaza pour apporter des vivres. Au printemps 2010 l'armée israélienne avait donné l'assaut provoquant la mort de civils. Les condamnations internationales se multiplient sur ces atteintes aux droits de l'homme.

La situation actuelle est donc très tendue. Le gouvernement israélien semble avoir choisi une vision à court terme consistant à faire de la Palestine un archipel impossible à unifier à l'avenir et il y a peu d'éléments tangibles de résolution de conflit qui apparaissent à l'heure actuelle.

Des partisans de la paix existent en Israël, ils sont faiblement représentés dans le champ politique mais des associations existent. Le mouvement Yesh Gvul par exemple (ça suffit), les « femmes en noir » et les refuznik, soldats refusant de se battre dans les territoires occupés.

La peur est omni présente et la situation actuelle de colonisation accélérée à Jérusalem-est et dans les territoires rend difficile l'existence d'un état palestinien viable.

L'administration américaine, anesthésiée par les élections jusqu'en novembre 2012 n'est que peu intervenue et est d'ailleurs peu écoutée du gouvernement israélien actuel et l'UE si elle finance des projets humanitaires et d'aménagement en Cis-jordanie et à Gaza, n'a pas de voix politique assez forte pour avancer vers le règlement de la question.

Toutefois, une lueur d'espoir : http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/11/29/la-palestine-devient-etat-non-membre-permanent-a-l-onu_1798052_3218.html



Sous les acclamations, Mahmoud Abbas a pu savourer son succès, jeudi 29 novembre, aux Nations unies, à New York. Le président de l'Autorité palestinienne a obtenu une large majorité de 138 Etats, dont la France, pour sa demande de rehaussement du statut de la Palestine. Seuls neuf Etats ont voté contre la demande palestinienne, dont Israël, les Etats-Unis, le Canada et la République tchèque. Quarante et un pays ont choisi l'abstention dont une dizaine de pays européens parmi lesquels l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Bulgarie.

Jusqu'ici simple observateur, la Palestine devient Etat observateur non-membre, un statut identique à celui dont dispose le Vatican. Une majorité simple était suffisante au sein de l'Assemblée générale, mais les Palestiniens ont rallié au-delà des deux tiers des pays représentés aux Nations unies.